

Unité bi-départementale  
de la Charente-Maritime et des Deux-Sèvres  
ZI de Périgny  
Rue Edmé Mariotte  
17180 Périgny

Périgny, le 12/05/2025

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 14/04/2025

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **ALSTOM TRANSPORT**

AV DU COMMANDANT LYSIACK  
BP 359  
17440 Aytré

Références : 0007201099/2025/217  
Code AIOT : 0007201099

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 14/04/2025 dans l'établissement ALSTOM TRANSPORT implanté Av. du Commandant Lysiack 17440 Aytré. L'inspection a été annoncée le 09/04/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- ALSTOM TRANSPORT
- Av. du Commandant Lysiack 17440 Aytré
- Code AIOT : 0007201099
- Régime : Enregistrement
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société ALSTOM exploite des installations industrielles de construction de matériel ferroviaire :

elle est spécialisée dans la fabrication de rames de TGV (voitures voyageurs) et de tramways. Les principales activités exercées sont le travail mécanique des métaux, le traitement de surface et l'application de peintures. Le site dispose notamment d'installations de combustion nécessaires à sa chaîne de production.

Le site emploie 1260 salariés et 60 à 70 intérimaires. Il fait appel à plusieurs sociétés extérieures pour réaliser certaines prestations (notamment la logistique et le suivi des vérifications périodiques).

Le site est réglementé par l'arrêté préfectoral complémentaire n° 13-2132 du 20 août 2013 autorisant la société ALSTOM à poursuivre l'exploitation du matériel ferroviaire à Aytré.

Au regard de ses capacités, les installations étaient notamment soumises à autorisation au regard des rubriques 2560-2, 2565-2, 2910-A et 2940-2. Les modifications de la nomenclature des installations classées et des activités du site aboutissent désormais à ce que le site relève du régime de l'enregistrement.

### **Contexte de l'inspection :**

- Suite à mise en demeure

### **Thèmes de l'inspection :**

- Situation administrative
- Risque incendie

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente inspection</u> <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
1	Situation administrative	Arrêté Préfectoral du 20/08/2013, article Chapitre 1.2	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
3	Protection contre la foudre	Arrêté Préfectoral du 05/02/2024, article 1 et 2	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	15 jours
4	Robinets d'incendie armés	Arrêté Préfectoral du 05/02/2024, article 1 et 2	Demande de justificatif à l'exploitant	15 jours
5	Désenfumage	Arrêté Préfectoral du 20/08/2013, article 7.3.3	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	Mise en conformité des points d'eau incendie	Arrêté Préfectoral du 28/05/2024, article 1 et 2	Levée de mise en demeure

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant doit finaliser sa proposition de mise à jour de la situation administrative (passage du régime de l'autorisation à l'enregistrement) et de parcellaire du site, ainsi que transmettre l'analyse de conformité aux arrêtés ministériels applicables, dans l'objectif de mettre à jour l'arrêté

préfectoral du site.

Compte-tenu du non-respect, par l'exploitant, de prescriptions des articles 7.2.4 (moyens de lutte contre l'incendie) et 7.3.3 (protection contre la foudre) de l'arrêté préfectoral complémentaire n° 13-2132 du 20 août 2013, l'exploitant a été mis en demeure de mettre en conformité ses installations par les arrêtés préfectoraux du 05/02/2024 (RIA, protection contre la foudre) et du 28/05/2024 (points d'eau incendie). Concernant l'arrêté préfectoral en date du 5/02/2024, l'exploitant a entamé des actions de remédiation et obtenu un délai supplémentaire jusqu'au 30/04/2024. Les constats de l'inspection permettent de considérer que l'arrêté préfectoral en date du 28/05/2024 est levé.

L'exploitant doit poursuivre les actions engagées pour lever la non-conformité de certaines installations de désenfumage.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Situation administrative

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 20/08/2013, article Chapitre 1.2
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Nature des installations
<b>Prescription contrôlée :</b>  Article 1.2.1 : Liste des installations concernées par une rubrique de la nomenclature des installations classées (Tableau des rubriques ICPE)  Article 1.2.2 : Situation de l'établissement Les installations sont situées sur les parcelles, communes et lieux-dits suivants (Tableau des parcelles, sur la commune d'Aytré)
<b>Constats :</b>  Le site est réglementé par l'arrêté préfectoral complémentaire n° 13-2132 du 20 août 2013 autorisant la société ALSTOM à poursuivre l'exploitation du matériel ferroviaire à Aytré. Au regard de ses capacités, les installations étaient notamment soumises à autorisation au regard des rubriques 2560-2, 2565-2, 2910-A et 2940-2. Les modifications de la nomenclature des installations classées et des activités du site aboutissent désormais à ce que le site relève du régime de l'enregistrement. L'exploitant a annoncé, lors de la réunion du 12/12/2024 avec l'inspection, finaliser la mise à jour de sa situation administrative, le récolement complet aux arrêtés ministériels de prescriptions générales applicables (et le cas échéant, aussi le plan d'actions de mise en conformité) et la mise à jour de l'EDD (cf. point de contrôle n°4 sur les RIA).  Par courrier à l'inspection en date du 20/02/2025, l'exploitant a transmis une analyse de conformité aux arrêtés ministériels de prescriptions générales (AMPG) applicables aux ICPE au titre des rubriques 1185, 2560, 2565, 2910, 2925, 2940, 4719 et 4725 qui conclut à un taux de conformité de 76% sur l'ensemble des dispositions et un projet de programme d'actions associé de mise en conformité sur 2025 / 2026.  Lors de la présente visite, l'inspection a fait part à l'exploitant que certaines conclusions de l'analyse de conformité semblent erronées (en intégrant par exemple des dispositions non applicables aux installations existantes).

<p>La mise à jour de l'EDD est attendue pour mi-mai.</p> <p>De plus, l'exploitant confirme que les activités relatives à la rubrique 2575 sont à l'arrêt mais n'a pas notifié cette cessation d'activité au préfet.</p> <p>L'exploitant s'engage à ce que la rédaction d'un porter-à-connaissance de mise à jour de la situation administrative et des prescriptions applicables au site soit ensuite réalisée dans le mois qui suit.</p> <p>Un rendez-vous pourrait alors être programmé avec le SDIS si des aménagements des prescriptions ministérielles sont sollicités sur les dispositions constructives et/ou sur les moyens de secours.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'exploitant transmet un porter-à-connaissance, avec tous les éléments d'appréciation, relatif à la mise à jour de la situation administrative du site, dont le positionnement au regard de la rubrique 1978 et la notification de cessation de(s) rubrique(s) mise(s) à l'arrêt et les justificatifs de leur mise en sécurité.</p> <p>Il intègre un document justifiant du respect des prescriptions applicables à l'installation, ainsi que, le cas échéant, la nature, l'importance et la justification des aménagements aux prescriptions générales sollicités et/ou la proposition d'un échéancier de mise en conformité.</p> <p>L'exploitant confirme s'il souhaite que ses installations continuent à être gérées via les règles de procédures de l'autorisation ou passer sous celles de l'enregistrement.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 1 mois</p>

## N° 2 : Mise en conformité des points d'eau incendie

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 28/05/2024, article 1 et 2</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Suivi de mise en demeure</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p><b>Article 1 - Exploitant</b></p> <p>La société ALSTOM dont le siège social est situé 3 avenue André Malraux à LEVALLOIS PERRET (92300) est mise en demeure de respecter les dispositions du présent arrêté, dans les délais fixés à l'article 2, pour ses installations industrielles de construction de matériel ferroviaire situées Avenue du Commandant Lysiack à Aytré (17440).</p> <p><b>Article 2 - Application de l'article L. 171-8 du Code de l'environnement</b></p> <p>L'exploitant est mis en demeure de respecter les prescriptions suivantes de l'arrêté préfectoral complémentaire n°13-2132 du 20 août 2013 :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• article 7.2.4 : en faisant procéder à la mise en conformité des points d'eau incendie - délai 3 mois, en réalisant les travaux adéquats permettant de disposer de moyens totalement opérationnels.</li> </ul> <p>L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les éléments justifiant de la réalisation des actions correctives permettant de respecter l'article sus-mentionné.</p> <p>Le délai court à compter de la notification du présent arrêté.</p>
<p><b>Constats :</b></p>

Un rapport transmis le 16/09/24 (rapport VIAUD, référencé ALS-PI-20240913) fait état de la conformité de 15 poteaux incendie sur les 16 du site. Une dernière non-conformité est liée à un poteau rendu inaccessible par le déplacement d'une installation.

L'exploitant a transmis, par courriel du 20/12/2024, la vérification établie le 28/10/2024 sur ce dernier PEI suite à son déplacement (rapport VIAUD, référencé ALS-PI-20241028). L'inspection a constaté le déplacement effectif du poteau.  
L'ensemble des PEI apparaît donc conforme.

L'exploitant a réalisé des tests en simultané sur 2 groupes de 2 poteaux. Pour un des deux tests, le débit mesuré à 1bar est de 54 m<sup>3</sup>/h.

Une erreur de référence est repérée sur la désignation et/ou la localisation d'un poteau sur la plateforme Hydraclis du SDIS. Il est demandé à l'exploitant de transmettre l'ensemble de ces informations au SDIS à l'adresse suivante : deci@sdis17.fr.

L'inspection considère que l'exploitant a répondu de façon favorable aux dispositions de l'article 1 de l'arrêté préfectoral de mise en demeure en date du 28 mai 2024. La situation s'est régularisée. Par conséquent, des sanctions administratives ne sont pas nécessaires dans le cadre de cette mise en demeure.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**Proposition de suites :** Levée de mise en demeure

### N° 3 : Protection contre la foudre

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 05/02/2024, article 1 et 2

**Thème(s) :** Risques accidentels, Suivi de la mise en demeure

**Prescription contrôlée :**

#### **Article 1 - Exploitant**

La société ALSTOM dont le siège social est situé 3 avenue André Malraux à LEVALLOIS PERRET (92300) est mise en demeure de respecter les dispositions du présent arrêté, dans les délais fixés à l'article 2, pour ses installations industrielles de construction de matériel ferroviaire situées Avenue du Commandant Lysiack à Aytré (17440).

#### **Article 2 - Application de l'article L. 171-8 du Code de l'environnement**

L'exploitant est mis en demeure de respecter les prescriptions suivantes de l'arrêté préfectoral complémentaire n°13-2132 du 20 août 2013 :

(...)

- article 7.3.3 : en faisant procéder à la mise en conformité des installations de protection contre la foudre du site - délai 2 mois, en transmettant l'ARF et l'ETF mises à jour, accompagnés de l'échéancier des éventuels travaux à réaliser pour lever les non-conformités.

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les éléments justifiant de la réalisation des actions correctives permettant de respecter les articles sus-mentionnés.

Les délais courent à compter de la notification du présent arrêté.

**Constats :**

L'exploitant a transmis par courrier du 16/04/2024 :

- l'analyse du risque foudre (rapport APAVE C23070786M0001-ARF du 19/03/2024) qui conclut à la nécessité de réaliser une Étude technique Foudre ;
- l'étude technique foudre (rapports APAVE du 19/03/2024 référencés C23070786M0002-ETF CDC, C23070786M0002-ETF CDB et C23070786M0002-ETF NVM).

Par courrier du 30/09/2024, il a transmis un échéancier de travaux allant jusqu'à janvier 2025.

Dans un courrier de demande de report du délai de mise en demeure du 20/02/2025, l'exploitant précise que les travaux sont toujours en cours (point d'avancement détaillé transmis). La fin des travaux est annoncée pour la semaine 9 (fin février). Il a transmis le rapport de vérification APAVE pour le bâtiment 85 (référéncé n°134362465-000 - 01 du 31/01/2025), et un justificatif de la levée de 2 observations.

Par courrier préfectoral du 03/04/2025, l'exploitant bénéficie d'un report de délai de mise en demeure jusqu'au 30/04/2025.

Lors de la présente inspection, l'exploitant indique que les travaux ont été réalisés mais restent à finaliser par la connexion des nouvelles installations qui nécessite de programmer des coupures électriques de nuit ou week-end. Cette étape reste à programmer avant fin avril.

Il s'est engagé à programmer, à l'issue et au plus vite, la visite du bureau de contrôle sur l'analyse de conformité de l'ensemble des installations.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant transmet dès réception les rapports du bureau de contrôle sur l'analyse de conformité de l'ensemble des installations.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 15 jours

**N° 4 : Robinets d'incendie armés**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 05/02/2024, article 1 et 2

**Thème(s) :** Risques accidentels, Suivi de mise en demeure

**Prescription contrôlée :****Article 1 - Exploitant**

La société ALSTOM dont le siège social est situé 3 avenue André Malraux à LEVALLOIS PERRET (92300) est mise en demeure de respecter les dispositions du présent arrêté, dans les délais fixés à l'article 2, pour ses installations industrielles de construction de matériel ferroviaire situées Avenue du Commandant Lysiack à Aytré (17440).

**Article 2 - Application de l'article L. 171-8 du Code de l'environnement**

L'exploitant est mis en demeure de respecter les prescriptions suivantes de l'arrêté préfectoral complémentaire n°13-2132 du 20 août 2013 :

- article 7.2.4 : en faisant procéder à la mise en conformité des moyens de lutte contre l'incendie du site et notamment :

<p>◦ robinets d'incendie armé (RIA) - délai 2 mois, en assurant la correcte prise en considération des observations émises lors des rapports de vérification périodique des moyens de lutte contre l'incendie permettant de réaliser les travaux adéquats et disposer de moyens totalement opérationnels et en transmettant un nouveau rapport de vérification périodique des RIA ; (...)</p> <p>L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les éléments justifiant de la réalisation des actions correctives permettant de respecter les articles sus-mentionnés. Les délais courent à compter de la notification du présent arrêté.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Par courrier du 16/04/24, l'exploitant a informé que le réseau actuel n'était pas capacitaire pour l'ensemble des RIA (rapport CYRUS, référencé 24083-PI-FAI-001 du 22/08/2024).</p> <p>Au regard des difficultés techniques pour une remise en conformité du réseau et des évolutions apportées au site depuis son dossier d'autorisation (dont modifications parcellaires), l'exploitant a indiqué qu'il souhaitait mettre à jour l'étude de dangers (EDD) du site et étudier la nécessité de maintenir les RIA.</p> <p>L'exploitant avait annoncé, lors de la réunion du 12/12 avec l'inspection, finaliser la mise à jour de sa situation administrative, le récolement complet aux AMPG applicables (cf. point de contrôle n°1) au plus tard au 15/02/2025 ; ces étapes accompagnant la mise à jour de l'EDD alors prévue pour fin mars.</p> <p>Selon l'exploitant, le maintien de RIA ne serait pas obligatoire au regard de son analyse de conformité. Dans l'attente, il a justifié du maintien en l'état des équipements en place.</p> <p>Lors de la présente visite, la mise à jour de l'EDD n'est pas encore disponible.</p> <p>Dans le courrier de demande de report du 20/02/2025, l'exploitant a sollicité un report au 30/04/2025 du délai fixé dans l'APMD pour "la mise à jour de l'EDD et la définition d'une politique de défense incendie optimale". Le courrier préfectoral en date du 03/04/2025 accorde ce délai.</p> <p>Selon l'exploitant le jour de la visite, la mise à jour de l'EDD est finalement attendue pour mi-mai et la rédaction du porter-à-connaissance complet serait ensuite réalisée dans le mois qui suit.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'exploitant transmet la mise à jour de son étude de dangers et, le cas échéant, un porter-à-connaissance relatif à la modification de stratégie de lutte contre l'incendie, avec tous les éléments d'appréciation.</p> <p>Si nécessaire, il sollicite un nouveau délai auprès de Monsieur le préfet avec un échéancier précis et justifié de réalisation.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 15 jours</p>



**N° 5 : Désenfumage**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 20/08/2013, article 7.3.3
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Vérifications périodiques et maintenance des équipements
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'exploitant assure ou fait effectuer la vérification périodique et la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie mis en place (exutoires [...]).
<b>Constats :</b>  A la suite de la visite d'inspection du 22/12/2023, l'exploitant a fait procéder à la vérification périodique des installations de désenfumage. Le rapport du contrôle effectué le 10 juin 2024 par la société VIAUD fait état de non-conformités pour 7 des 47 bâtiments contrôlés. Lors de la présente visite, l'exploitant présente un tableau récapitulatif des non-conformités restant à traiter. Il précise que les financements ont été validés et que les travaux de mise en conformité sont programmés, notamment durant l'arrêt technique estival.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  L'exploitant transmet le nouveau rapport de vérification périodique annuelle des exutoires dès réception, accompagné, le cas échéant, des justificatifs de remise en conformité des équipements non conformes.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois